

## Le don de livres numériques : quelles logiques et quels enjeux ?

Le 14 mars 2015

Par **Matthieu Joulin**, Alliance internationale des éditeurs indépendants, en collaboration avec Octavio Kulesz



Cet article est co-publié avec le [Labo numérique](#) de l'[Alliance internationale des éditeurs indépendants](#).

Depuis une dizaine d'années, plusieurs ONG et organismes des pays du Nord tentent de répondre au problème de l'illettrisme et du manque de contenus éducatifs en dotant des écoles de pays en développement d'outils technologiques et de contenus numériques. Des initiatives philanthropiques d'envergure internationale telles que [Worldreader](#) ou [OLPC](#) (One Laptop Per Child), appuyés par de puissants sponsors, ont ainsi lancé ces dernières années des projets expérimentaux en Afrique subsaharienne, mais aussi en Amérique latine et en Asie. Poursuivant les mêmes objectifs que les structures de don de livres papier, les organismes de don de livres numériques en reproduisent-ils pour autant les mêmes logiques ?

### Mode de fonctionnement des organismes de don de livres numériques

Même si les initiatives de don de livres numériques peuvent prendre des formes différentes, elles ont un mode de fonctionnement général relativement similaire<sup>1</sup>:

- Elles sont en grande majorité l'œuvre de structures à but non lucratif basées dans des pays du Nord et en particulier aux États-Unis ([OLPC](#), [Worldreader](#)) ou en Europe ([Fondation Orange](#)) ;
- Ces structures reçoivent le soutien financier de puissants organismes tels que [l'Agence des États-Unis pour le développement international](#) (USAID, qui sponsorise notamment Worldreader) ;
- Elles s'appuient sur une ou plusieurs technologies développées au Nord. Ces technologies peuvent être pensées spécifiquement pour le projet ; c'est le cas de l'ordinateur XO à faible consommation énergétique conçu par OLPC, ou encore de l'application Worldreader Mobile développée par l'organisme du même nom en coopération avec la plateforme australienne [biNu](#) et [Microsoft Mobile](#). Elles peuvent aussi être des dispositifs commercialisés également dans les pays du Nord, par exemple les liseuses Kindle d'Amazon utilisés par Worldreader ;
- Ces supports de lecture (tablettes, ordinateurs, liseuses, etc.) sont ensuite distribués (gratuitement ou non) dans des écoles de pays en développement manquant de supports éducatifs ;
- Ces supports technologiques incluent des contenus éducatifs (manuels scolaires, jeux, encyclopédies, etc.) constituant une bibliothèque numérique à laquelle les élèves et les enseignants peuvent avoir accès.

# Quelques exemples d'initiatives de don de livres numériques en Afrique

## Worldreader

2

Qui ?

Il s'agit sans doute du projet le plus ambitieux de ces dernières années dans le domaine du don de livres numériques. [Worldreader](#) est une association à but non lucratif créée à San Francisco par David Risher (ex-cadre dirigeant chez Microsoft et Amazon) et Colin McElwee en 2010 dans le but de lutter contre l'analphabétisme en développant les pratiques de lecture numérique chez les enfants et les familles de pays en développement en Afrique et en Asie. L'association dispose également d'antennes en Espagne et au Ghana.

Comment ?

Les activités de don de livres numériques opérées par Worldreader prennent deux formes différentes :

- à travers [la distribution de liseuses](#) Kindle d'Amazon. En février 2014, Worldreader affirme ainsi sur son site Internet avoir distribué [7 395 liseuses numériques](#) (pour un total d'1,2 million de livres numériques) dans 102 écoles et bibliothèques de 10 pays d'Afrique subsaharienne : Ghana, Nigéria, Ouganda, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Afrique du Sud, Zambie, Malawi et Zimbabwe.
- à travers l'application [Worldreader Mobile](#). Développée en partenariat avec l'entreprise australienne [biNu](#), cette application a été créée par Worldreader pour permettre aux utilisateurs d'accéder à une bibliothèque numérique à partir d'un téléphone portable ordinaire (feature phone) sans avoir besoin de posséder une liseuse, une tablette ou un smartphone. Worldreader affirme que son application est installée sur 2 millions de téléphones mobiles en Asie et en Afrique et compte 146 943 utilisateurs actifs.

Pour mettre en œuvre ses projets dans les pays, Worldreader travaille en coopération avec de grandes organisations internationales comme le [Research Triangle Institute](#) (RTI), [l'Agence des États-Unis pour le développement international](#) (USAID) ou encore [l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés](#) (UNHCR). La distribution des supports de lecture est ensuite effectuée via des ONG et associations travaillant localement dans les écoles des villes et villages.

## One Laptop per Child (OLPC)

3

Qui ?

OLPC est une organisation à but non lucratif créée en 2006 dans le Delaware aux États-Unis avec pour ambition de créer et distribuer des ordinateurs portables suffisamment bon marché pour permettre « à chaque enfant dans le monde d'accéder à la connaissance et à une éducation moderne<sup>4</sup> ». Son président et fondateur est [Nicholas Negroponte](#), un informaticien et chercheur du MIT (Massachusetts Institute of Technology).

Le projet One Laptop Per Child est soutenu financièrement par d'importantes entreprises américaines de l'économie numérique et de l'industrie du divertissement et de la communication, dont [Google](#), [eBay](#), [News Corporation](#) ou encore [Marvell](#).<sup>5</sup>

Comment ?

À partir de 2006, OLPC a développé [le XO](#), un ordinateur portable de faible coût et de basse consommation énergétique spécialement pensé pour être distribué dans les pays en développement. Le XO-4 est la quatrième génération d'ordinateurs développée par OLPC. Il est fabriqué par la firme taiwanaise [Quanta](#), partenaire financier du projet.

La distribution des ordinateurs dans les pays en développement s'effectue à travers des ventes aux gouvernements. Les ordinateurs sont ensuite distribués aux enfants dans les écoles. La Fondation OLPC n'assure pas elle-même les relations commerciales avec les gouvernements et la vente des ordinateurs, ces aspects sont en effet pris en charge par l'Association OLPC basée à Miami.

Le projet OLPC s'appuie par ailleurs sur un réseau d'associations locales, les grassroots associations, présentes dans différents pays dont la France afin de promouvoir le projet et de développer les « contenus localisés<sup>6</sup> ». [OLPC France](#) est l'une de ces grassroots associations, elle existe depuis 5 ans et comprend une dizaine de bénévoles. Sa mission est de contribuer à l'enrichissement des contenus francophones et d'assurer directement le suivi du projet à Madagascar, correspondant à une distribution de 500 machines dans des écoles du pays.

Selon les chiffres fournis par OLPC sur son site Internet, [deux millions d'enfants](#) et d'enseignants d'Amérique latine et 500 000 en Afrique « font actuellement partie du projet OLPC<sup>7</sup> ». En Afrique, le pays le plus doté en ordinateurs XO est le Rwanda, dont le gouvernement a acheté 20 000 machines, 20 000 autres ayant été distribuées gratuitement. L'Éthiopie, le Ghana et Madagascar sont les autres principaux pays africains ayant fait l'acquisition d'ordinateurs OLPC.

## La Fondation Orange et le programme « écoles numériques »

8

### Qui ?

Créée en 1987 sous le nom de Fondation France Télécom, [la Fondation Orange](#) assure les activités de mécénat de l'entreprise de télécommunications française, elle s'inscrit « volontairement dans le prolongement naturel de la mission de l'entreprise : permettre à tous de mieux communiquer<sup>9</sup> ». La Fondation France Télécom a d'abord soutenu des projets artistiques en France (notamment de théâtre et de danse). Ce n'est qu'à partir de 2005 que la Fondation développe son activité de mécénat à l'international, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la lutte contre l'illettrisme et du soutien à l'éducation des filles dans les pays en développement. En 2010, la Fondation Orange investit le champ du numérique en créant « Orange solidarité numérique<sup>10</sup> ».

Les activités de don de livres numériques de la Fondation Orange se concentrent essentiellement sur le programme « écoles numériques » lancé en 2014, dont l'objectif est de distribuer gratuitement à des élèves du primaire et du secondaire des contenus numériques éducatifs dans 5 pays d'Afrique : Madagascar (30 écoles concernées), Sénégal (30 écoles concernées), Niger (30 écoles concernées), Cameroun (30 écoles concernées) et Tunisie (10 écoles concernées)<sup>11</sup>.

### Comment ?

Le mode de fonctionnement du programme est relativement proche de celui d'OLPC et de Worldreader avec la distribution de supports de lecture numérique dans des écoles – supports accompagnés de contenus mis à disposition des élèves et des enseignants.

Les outils technologiques distribués sont dans ce cas un « kit numérique » composé de deux serveurs avec des contenus pré-chargés et 50 tablettes wifi. Le serveur est une machine Raspberry Pi (développé par la Fondation caritative britannique [Raspberry Pi](#), soutenue par l'université de Cambridge et l'entreprise informatique américaine [Broadcom](#)).

La distribution des kits numériques dans les écoles s'effectuent après la signature de conventions entre les ministères de l'Éducation des pays africains et la Fondation. Le choix des contenus est effectué par un « médiateur pédagogique » recruté par la Fondation Orange et travaillant en lien avec les ministères de l'Éducation des pays.

# Don de livres papier et don de livres numériques : la répétition des mêmes logiques ?

À bien des égards, et du moins sur la forme, les pratiques de don de livres numériques semblent reproduire des logiques déjà à l'œuvre dans les pratiques de don de livres papier. À l'image de ce qui se passe pour le don de livres traditionnel, de grands organismes à vocation philanthropique, pour l'essentiel basés dans pays du Nord et soutenus par de puissants sponsors, tentent en effet d'apporter une réponse à la pénurie de livres dans les pays en développement en distribuant des contenus dans les écoles les plus pauvres.

Pour autant, les pratiques de don de livres numériques reproduisent-elles les écueils du don de livres papier ? Massivement pratiqué depuis une quarantaine d'années en Afrique, le don de livres papier fait en effet l'objet [de critiques](#) et de remises en question<sup>12</sup>, notamment de la part des professionnels du livre locaux qui relèvent en particulier les problèmes suivants :

## Quels contenus distribués ?

Bien que les dons de livres papier soient une pratique ancrée dans les pays en développement depuis plusieurs décennies, certains d'entre eux sont réalisés sans concertation avec les entités qui les reçoivent. Un grand nombre des livres envoyés (pour l'essentiel des ouvrages édités par des éditeurs du Nord) sont donc inadaptés aux réalités des pays, soit parce que leurs contenus ne correspondent pas aux attentes ou aux besoins des lecteurs, soit parce que la langue dans laquelle ils sont écrits est peu lue localement.

Qu'en est-il avec le numérique? Dans un premier temps, les premières expériences de don de livres numériques dans les pays en développement ont semblé reproduire les mêmes logiques. En plaçant au centre de leur projet les dispositifs technologiques et les supports de lecture, les organismes de dons numériques ont souvent eu tendance à reléguer la question des contenus au second plan. Il en résultait une offre de lecture incluant principalement des livres libres de droits, édités presque exclusivement en anglais et en français par des éditeurs du Nord. Parmi [les contenus proposés par OLPC France à Madagascar](#) et la Fondation Orange (dans le cadre de son projet « [écoles numériques](#) ») on trouve ainsi plusieurs titres issus de la [section francophone du Projet Gutenberg](#) – une bibliothèque numérique rassemblant des ouvrages tombés dans le domaine public. Des classiques de Jules Verne, Alexandre Dumas ou encore la Comtesse de Ségur sont ainsi mis à disposition des enseignants et des enfants.

Rapidement confrontés au problème de l'inadéquation des contenus, les organismes de dons numériques s'efforcent désormais de travailler plus étroitement avec les enseignants et élèves afin de proposer des livres numériques publiés localement, notamment en langues maternelles.

À l'heure actuelle, 90 % des livres disponibles sur la plateforme Worldreader sont de langue anglaise, Alexander Polzin (Worldreader) affirme pourtant que l'organisme a numérisé des « milliers de livres publiés par des éditeurs africains » et priorise désormais les ouvrages publiés en langues locales<sup>13</sup>. Sur son site, Worldreader revendique ainsi des partenariats avec [une soixantaine d'éditeurs africains](#), et son application Worldreader Mobile propose [25 000 livres\(dont environ 2 000 livres jeunesse\) dans une soixantaine de langues différentes](#)<sup>14</sup> Quant à l'offre en français, elle est pour l'instant limitée à quelques titres, même si Worldreader souhaite l'enrichir afin de faire son entrée dans les pays d'Afrique francophone<sup>15</sup>.



L'association OLPC France, en charge d'un déploiement à Madagascar, s'efforce également d'inclure des contenus locaux dans son offre numérique, notamment en proposant des titres numériques franco-malgaches publiés par la maison d'édition locale Jeunes malgaches. Les contenus locaux demeurent cependant peu nombreux en proportion : 3 titres seulement sur la cinquantaine de titres proposés aux élèves malgaches. Le reste des titres correspond à des ouvrages publiés par un éditeur numérique français (Square Igloo), à quelques ouvrages anglo-malgaches édités par une ONG et à des livres libres de droits en français<sup>16</sup>.

En ce qui concerne les contenus proposés sur les kits numériques du programme « écoles numériques » de la Fondation Orange, il s'agit pour l'essentiel de [contenus éducatifs libres](#) (encyclopédie Wikipédia, dictionnaire Wiktionnaire, cours de mathématiques de la Khan Academy), « complétés par des contenus locaux choisis par les ministères de l'Éducation de chaque pays<sup>17</sup> », sans plus de précisions sur le nombre et la langue des titres disponibles.

La volonté d'inclure des contenus locaux semble actuellement partagée par la plupart des organismes de don de livres numériques. Contrairement à ce qui se passe régulièrement dans le cas du don de livres papier, les livres distribués ne sont donc pas des rebuts et des invendus n'ayant pas trouvé leur place dans les circuits de commercialisation du Nord (ou venant des désherbages des bibliothèques). Même si les contenus libres de droit en anglais ou en français sont nombreux, la maîtrise et l'analyse des données par les organismes de don (préférences de lecture, données personnelles des lecteurs, etc.) leur permettent de connaître les habitudes de lecture des élèves et d'adapter leur offre numérique à leurs goûts, notamment en incluant plus de contenus en langues locales.

Pour autant, la maîtrise de ces données par ces organismes n'est pas neutre étant donné la proximité que certains d'entre eux entretiennent avec des géants numériques comme Amazon ou Google. Les [Big data](#) sont en effet la nouvelle manne de l'âge numérique : leur concentration dans les mains de quelques organismes internationaux va leur permettre de connaître les habitudes de milliers de lecteurs africains, donnant la possibilité à des acteurs commerciaux externes (comme Amazon, par exemple) de vendre des contenus en Afrique, avec un énorme avantage par rapport aux librairies numériques locales.

## Un processus moins coûteux que le don de livres papier ?

Outre l'inadéquation des contenus, l'un des principaux reproches fait au don de livres papier est le caractère extrêmement coûteux de l'opération. Acheminer par bateau depuis les pays du Nord des palettes de livres est un processus très coûteux, y compris pour les organismes locaux chargés de recevoir les dons – souvent obligés de payer les frais de dédouanement et d'acheminement des colis au sein du pays vers leur destination finale.

Le don de livres numériques est-il moins coûteux ? Dans une tribune intitulée « [Worldreader on Book Donations in the Digital Age](#) » publiée récemment dans Publishing Perspectives, Danielle Zacarias (Senior Digital Publishing Manager chez Worldreader) avance qu'il « est moins cher de publier et distribuer des livres numériques que des livres papiers. La généralisation des téléphones portables connectés, les prix en baisse des logiciels et des contenus numériques de plus en plus abordables ont fait du livre numérique une solution à bas coût, viable, pour de nombreuses régions en développement. Le coût de transport des livres numériques est proche de zéro, même dans les endroits les plus reculés, comparé aux frais d'expédition d'un conteneur envoyé par bateau ».

Le numérique représente bien évidemment une opportunité pour surpasser les problèmes de distribution du livre papier dans les pays en développement, et il est vrai que les élèves et enseignants bénéficiant de ces expériences humanitaires peuvent avoir accès à un nombre beaucoup plus important d'ouvrages. Cependant, ces projets restent relativement coûteux. Ainsi, dans le cas de Worldreader, les ONG travaillant localement ont la possibilité d'acheter des « [Blue Box](#) » comprenant des liseuses Kindle chargées avec des livres numériques, et un service de maintenance. L'achat de ces « Blue Box » représente un coût non négligeable pour les institutions locales : 6 500 dollars pour 50 liseuses comprenant chacune 100 livres numériques (pour les écoles), ou 35 liseuses comprenant chacune 200 livres numériques (pour les bibliothèques).

Par ailleurs, ce modèle ne peut fonctionner sans le soutien financier des organismes du Nord qui prennent en charge le développement, l'acheminement et la maintenance des dispositifs de lecture (tablettes, liseuses, ordinateurs etc.). Ces différents projets supposent en effet des moyens, une logistique et une maintenance considérables, qui ne seront pas forcément assumés par les pouvoirs publics ou entreprises locales une fois que

les organismes du Nord se seront retirés des pays. Par conséquent, il n'est pas certain que les habitudes de lecture numérique perdurent quand les organismes du Nord se seront désengagés. En ce sens, la dépendance économique vis-à-vis des organismes du Nord est relativement similaire à celle existante dans le cas du don de livres papier, même s'il faut aussi souligner les efforts mis en œuvre par certaines structures pour assurer une pérennité des projets. En 2014, OLPC France a ainsi rétrocédé à l'opérateur malgache Telma une antenne Internet wifi longue distance installée par leurs soins sur l'île malgache de Nosy Bé<sup>[18]</sup>.

Quant à l'argument selon lequel l'essor de la téléphonie mobile en Afrique pourrait pallier le manque de livres dans les écoles africaines, il est lui aussi contestable : les pays connaissant les plus grandes difficultés économiques en Afrique manquent non seulement de livres, mais aussi de [téléphones mobiles](#).



["XO-3 Photo10" (cc) [One Laptop per Child](#), Flickr]

## Quels effets sur la chaîne du livre locale ?

Les pratiques de don de livres papier ont parfois des répercussions négatives sur le développement de la chaîne du livre locale. Elles peuvent entraîner notamment une réduction des budgets d'acquisition des bibliothèques, les pouvoirs publics locaux préférant souvent avoir recours aux dons de livres plutôt que d'attribuer une dotation financière directe aux bibliothèques, réduisant de fait les budgets pour la lecture publique. Les dons de livres papier ont aussi un impact sur le développement de l'édition locale puisque cette dernière est rarement prise en compte dans les lots de livres donnés, sans parler de la librairie locale, absente dans ce mécanisme.

Si les organismes de dons numériques font preuve, nous l'avons dit, d'une vraie volonté d'inclure des contenus locaux dans leur offre numérique, existe-t-il un modèle économique permettant de rémunérer les auteurs et les éditeurs locaux ? Ces dons peuvent-ils avoir un effet vertueux sur l'édition numérique dans les pays en développement ?

Pensés et construits le plus souvent autour d'une technologie numérique, les projets de dons numériques concentrent l'essentiel de leurs investissements sur les outils technologiques (achat ou fabrication des supports de lecture, etc.), et prévoient très peu d'argent pour l'achat de contenus. Jusqu'à très récemment du moins, il était souvent demandé aux éditeurs locaux de céder gratuitement leurs livres.

Deux arguments sont en général avancés pour convaincre les éditeurs de l'intérêt de donner leurs ouvrages : l'offre de numérisation gratuite des ouvrages et la promotion et visibilité nouvelles de leur catalogue. La constitution des fichiers numériques ne coûte pourtant que quelques dizaines de dollars à l'organisme, cela ne peut donc se substituer à la rétribution du travail de l'auteur et de l'éditeur. Quant à l'argument de la promotion, il n'est pas beaucoup plus convaincant. Il est en effet peu probable que ces expérimentations dans des classes aient des retombées commerciales ou publicitaires positives pour les éditeurs impliqués, d'autant qu'un éditeur prend des risques en cédant ainsi gratuitement les ouvrages d'un auteur auquel il paie des droits et dont il est censé protéger le travail.

Récemment, les organismes de dons numériques semblent néanmoins avoir pris conscience de la nécessité de rémunérer les contenus. Outre l'offre de numérisation des contenus, OLPC France a ainsi prévu « une petite rémunération » correspondant aux droits d'auteur, en échange de quelques titres des éditions Jeunes Malgaches à Madagascar<sup>19</sup>. Quant à Worldreader, ils affirment que des contenus locaux sont achetés par leurs partenaires institutionnels aux éditeurs locaux, qui reçoivent donc une rétribution en plus de la numérisation gratuite de leurs ouvrages<sup>20</sup>.

Au-delà de la simple offre de numérisation des contenus, il faudra sans doute qu'un vrai modèle économique soit proposé à l'ensemble des acteurs locaux (auteurs, illustrateurs, éditeurs, libraires) pour favoriser l'émergence

d'un véritable écosystème numérique. Sans cette intégration économique, il n'est pas certain que des habitudes de lecture numériques perdurent. Les démarches entreprises actuellement par Worldreader afin de travailler avec des librairies traditionnelles en Afrique du Sud vont sans doute dans ce sens<sup>21</sup>.

Chaque organisme dispose de son propre système d'analyse et d'évaluation permettant de rendre compte des impacts des projets numériques mis en œuvre dans les différents pays, mais il pourrait être intéressant d'encadrer les pratiques de don de livre numérique par une Charte réalisée et rédigée par les professionnels et bénéficiaires locaux, sur le modèle de la [Charte du don de livres](#) papier mise en place par l'association Culture et Développement en France (avec le soutien de l'UNESCO). Cela permettrait d'éviter les écueils et impacts négatifs constatés sur le long terme dans les pratiques de dons de livres papier, en constituant un guide des bonnes pratiques pour tout organisme souhaitant se lancer dans un projet de don de livre numérique.

## Conclusion

Le don de livres numériques évite donc en partie les écueils du don de livres papier :

- contrairement à ce qui se passe le plus souvent avec le don de livres papier, les livres distribués ne sont pas (uniquement) des rebuts et des invendus d'éditeurs de pays du Nord ;
- l'analyse des big data permet aux organismes de dons de connaître les goûts des lecteurs, et d'adapter au mieux leur offre numérique ;
- un véritable effort est entrepris par les organismes de dons numériques pour inclure des contenus publiés par des éditeurs locaux, notamment des livres en langues locales.

Pourtant les expériences de dons numériques soulèvent un certain nombre de questions et de problèmes :

- En considérant que des outils technologiques peuvent résoudre le problème de l'illettrisme en Afrique, ces organismes ne versent-ils pas dans une forme de techno-utopie ? Les pays connaissant les plus grandes difficultés économiques en Afrique manquent de livres mais aussi d'outils numériques et de connectivité Internet. On déplace donc le problème sur un autre support, sans vraiment chercher à le résoudre ;
- Les habitudes de lecture numérique perdureront-elles une fois que les organismes se seront désengagés ? Pour sortir de la perpétuelle dépendance vis-à-vis d'organismes du Nord, il faudra sans doute qu'un véritable modèle économique soit mis en place, incluant un soutien aux entrepreneurs numériques locaux et une intégration des différents acteurs locaux de la chaîne du livre (éditeurs, auteurs et libraires) ;
- Bien qu'ayant un caractère philanthropique, ces organismes internationaux concentrent (ou concentreront) entre leurs mains les données d'un grand nombre de lecteurs de pays en développement. Quelle utilisation sera faite de ces Big data dans le futur ? Étant donné les liens qu'entretiennent certains de ces organismes avec des géants du numérique, il n'est pas du tout exclu qu'une exploitation commerciale en soit faite un jour, et ce au détriment des libraires numériques locaux.

D'une manière générale, une des principales limites de ces projets est d'être pensés et bâtis ex nihilo, puis d'être implantés dans des contextes qui leur sont étrangers – la prise en compte des entrepreneurs locaux venant dans un second temps lorsque la confrontation avec les réalités des pays l'impose. Pour favoriser l'émergence d'écosystèmes numériques durables, un véritable projet de coopération devrait avant tout chercher à soutenir et à favoriser les synergies entre les entrepreneurs numériques locaux et les acteurs de la chaîne du livre locaux. Ainsi, on passerait à de véritables projets de partenariats solidaires et pérennes, basés sur des principes plus équitables, et contribuant plus fortement à la biodiversité numérique.

## Notes et références

1. Cet article se base sur l'étude de trois organismes : [Worldreader](#), [OLPC](#) et la [Fondation Orange](#). Il existe cependant d'autres organismes de dons de livres numériques fonctionnant sur un modèle similaire.<sup>†</sup>

2. Les informations données ici sont extraites de recherches Internet et d'un entretien réalisé avec Alexander Polzin (Content manager chez Worldreader) en février 2015.<sup>†</sup>

3. Les informations données ici sont extraites de recherches Internet et d'un entretien réalisé avec Lionel Laské (Président d'OLPC France) en février 2015.[†](#)
4. Source : <http://one.laptop.org/about/faq> [†](#)
5. [ibid.](#) [†](#)
6. [ibid.](#) [†](#)
7. [ibid.](#) [†](#)
8. Les informations données ici sont extraites de recherches Internet [†](#)
9. Source : <http://www.fondationorange.com/historique> [†](#)
10. [ibid.](#) [†](#)
11. Source : <http://www.fondationorange.com/ecoles-numeriques?lang=fr> [†](#)
12. Voir à ce sujet [les recommandations issues des Assises internationales de l'édition indépendante 2012-2014.](#) [†](#)
13. Entretien réalisé avec Alexander Polzin (Worldreader) en février 2015 [†](#)
14. Liste des langues africaines représentées dans l'offre numérique de Worldreader : zoulou, kiswahili, xhosa, haoussa, luganda, chichewa, ga, Shona, yoruba, afrikaans, kinyarwanda, sotho du Nord, igbo, luo, tswana, sotho du Sud, swati, tetela, twi, bamba, ewe, tonga, sindebele, fanti, aka, adamaoua, oromo, akan, tsikimba, amharique, tsonga, somali, meru, dinka du Sud-Ouest, lugbara, nkore, chikaonde, teso, dagbani, luvale, yao, chiyao, lozi, lunda, tumbuka, venda, kirundi, ninzo, nkonya, sbaot, tsobo, tsishingini. (Source : entretien réalisé avec Alexander Polzin de Worldreader, en février 2015). [†](#)
15. Entretien réalisé avec Alexander Polzin (Worldreader) en février 2015. [†](#)
16. Entretien réalisé avec Lionel Laské (Président d'OLPC France) en février 2015. [†](#)
17. Source : <http://www.fondationorange.com/historique> [†](#)
18. Source : <http://olpc-france.org/blog/category/nosy-komba/> [†](#)
19. Entretien réalisé avec Lionel Laské (Président d'OLPC France) en février 2015. [†](#)
20. Entretien réalisé avec Alexander Polzin (Worldreader) en février 2015. [†](#)
21. [Ibid.](#) [†](#)

---

## Pour aller plus loin

**Matthieu Joulin** a d'abord obtenu un Master Langues, littératures et civilisations hispano-américaines à Bordeaux, et s'est ensuite dirigé vers l'édition, obtenant un Master Commercialisation du livre à Paris 13-Villetaneuse. Après une expérience en librairie et un long séjour dans une maison d'édition en Argentine, il a rejoint l'équipe de [l'Alliance internationale des éditeurs indépendants](#) en 2011 ; il y coordonne les projets numériques pour le [Labo numérique](#) et anime les réseaux hispanophone et lusophone de l'Alliance.

**Octavio Kulesz** est diplômé en philosophie de l'université de Buenos Aires. Il travaille dans le monde de l'édition depuis l'année 2000, année où il a créé avec son frère Leopoldo la maison d'édition Libros del Zorzal. En 2007, il a fondé les éditions Teseo, orientées vers la publication de textes académiques aux formats impression à la demande et livre électronique. Il est l'auteur de l'étude [L'Édition numérique dans les pays en développement](#) (2011), qui a reçu le soutien de la Fondation Prince Claus et de l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants.

---